

EN BRETAGNE, DES COOPÉRATIVES DÉVOYÉES

Pratiques criminelles dans l'agroalimentaire

Comment un pays producteur tel que la France peut-il se retrouver avec des millions d'œufs infectés au fipronil, un insecticide dangereux, et des tonnes de produits contaminés ? L'industrialisation de l'agroalimentaire connaît ainsi des scandales à répétition. En Bretagne, l'évolution des coopératives conduit parfois à mettre en danger la vie de leurs salariés tout en marginalisant les paysans.

PAR PATRICK HERMAN *

EN 2008, l'été avait été pourri, mais le cours mondial des céréales flambait. À la fin de l'hiver 2009, il fallait préserver les vingt mille tonnes stockées à Plouisy, aux portes de Guingamp, dans les immenses silos à plat de la société Eolys. Moississures, charançons et parasites proliféraient dans les hangars. « Au lieu de ventiler, et pour des raisons de coût, raconte avec colère M. Laurent Guillou, les responsables du site ont décidé de traiter avec du Nuvagrain. Une pompe doseuse pulvérise ainsi des centaines de litres de ce produit contenant du dichlorvos, un insecticide classé comme « extrêmement dangereux » et « potentiellement mortel » par l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS) et interdit d'utilisation depuis mai 2007. Ce fils de paysan, employé à la réception des céréales, ne sait pas encore que sa vie vient de basculer. En février 2010, il réceptionne sans protection du triticale (hybride de blé et de seigle) traité avec du Nuvagrain (chlorpyrifos-méthyl) et du K-Ohiol (deltaméthrine). Les mêmes symptômes apparaissent chez plusieurs employés : maux de tête, brûlures au visage et problèmes respiratoires. La dose maximale autorisée a été largement dépassée, selon le tribunal des affaires de sécurité sociale, qui a condamné pour faute inexcusable le groupe coopératif Triskalia, issu de la fusion d'Eolys avec les coopératives des agriculteurs du Morbihan et de Bretagne. Atteints

d'hypersensibilité chimique multiple, deux salariés ont obtenu une indemnisation, mais ils attendent toujours la suite de leur plainte au pénal. Deux autres se battent depuis six ans pour être reconnus en maladie professionnelle. Ils sont tous sans travail.

Les silos métalliques dominent désormais les campagnes. De ces nouvelles citadelles de l'agroalimentaire, intrants (produits chimiques) et objectifs de production partent en direction de ce que l'on n'appelle plus des fermes, mais des « exploitations agricoles ». Les usines de suppléments nutritionnels et d'enrobage de semences irriguent les norias de camions sillonnant jour et nuit les routes du poulet, du porc, du lait et des pesticides.

Quand Gwenaél Le Goffic s'est pendu à son camion, le 21 mars 2014, il a laissé une étiquette bleue portant trois noms d'antibiotiques : flubendazole, amoxicilline et colistine. Mêlés aux céréales dans le Prim Régal, ils « maximisent la croissance » des porcelets. L'usine Inzo de Loudéac, qui le fabrique, appartient à InVivo, premier groupe coopératif français, qui affiche son « respect de la planète et des hommes ». Le Goffic réceptionnait le Prim Régal à Plouisy sur le site de Nutréa, filiale de Triskalia, qui l'employait depuis vingt ans. Il percevait les sacs au-dessus d'une trémie (entonnoir) afin de remplir les cellules de son camion, avant les livraisons chez les éleveurs.

Une équipe décimée

« LE CODE DU TRAVAIL n'était pas respecté, car il n'y avait pas de système d'aspiration dans ce local. Malgré les demandes de mon mari et de son collègue, rien n'avait été fait », explique sa veuve. Exposé quotidiennement aux poussières, le chauffeur de Nutréa vivait dans l'anxiété que ses atteintes oculaires à répétition n'entraînent la perte de son emploi. Les salariés ignoraient qu'il fallait manipuler ce produit avec grand soin. Pour l'inspection du travail, ce poste était « un des plus difficiles de l'usine, en termes d'amplitudes horaires et de contraintes physiques (1) ».

Selon M^{me} Le Goffic, son mari « faisait régulièrement des journées de douze à quatorze heures ». Fatigué physiquement et moralement, il avait pris soin de rapporter à son domicile l'étiquette bleue sur laquelle il devait écrire sa lettre d'adieu. « Je n'ai reçu aucun soutien de la direction de Nutréa ce jour-là », se souvient M^{me} Le Goffic. Par deux fois, la Mutualité sociale agricole s'est opposée à une reconnaissance du suicide en accident du travail. Des le drame, le directeur des ressources humaines de Nutréa avait contesté tout lien entre l'entreprise et l'ultime protestation de Le Goffic contre ses conditions de travail. Le tribunal des affaires de sécurité sociale des Côtes-d'Armor en a jugé autrement en septembre 2015.

Classé « Seveso seuil haut », le site Triskalia de Glomel, en Centre Bretagne, servait d'entrepôt pour les produits destinés aux agriculteurs et aux jardiniers. Emballages défectueux et pesticides interdits étaient brûlés à l'air libre ou vidés sur le sol. L'équipe a été décimée : cinq morts et six cancers. La famille Poulligon a payé un lourd tribut : leucémie pour Raymond et lymphome pour Noël, son fils.

À Plouisy comme à Glomel, seule semble avoir compté la rentabilité, et non les hommes. Ventiler ? Faire fonctionner les extracteurs ? La plupart des groupes

coopératifs sont devenus des entreprises gérées par objectifs, avec, parmi les priorités, la réduction des frais de fonctionnement.

André Pochon, paysan retraité et auteur d'ouvrages de référence (2), a assisté au passage de l'autonomie à la spécialisation encouragée par la politique agricole commune (PAC) européenne : « Dans les années 1950 et 1960, les paysans se sont regroupés dans de petites coopératives qui ont pris la place des négociants et des maquisards. L'accroissement de la taille des élevages a commencé dans l'aviculture, puis la filière porcine a suivi. Assez vite est arrivée l'importation d'aliments. Tout était taxé, sauf le soja. On pouvait nourrir les animaux au prix mondial, et la PAC garantissait les prix de vente, quels que soient les volumes produits. Le hors-soja s'est développé. L'industrialisation était partie, et la coopération a explosé, avec toutes les dérives qui nous ont menés à la situation actuelle. Le vide des campagnes a été organisé par le syndicalisme majoritaire et les coops. »

Éleveur de porcs près de Guingamp, M. Thierry Thomas a observé de près cette dérive des coopératives : « À l'époque, on avait de véritables administrateurs, qui savaient bien à quoi servait l'outil. Au milieu des années 1980, on a commencé à entendre qu'on entrainait dans une ère de compétition et qu'il fallait se regrouper. Les directeurs financiers diffusaient la bonne parole dans les assemblées générales des coops. Elles ont commencé à se bouffer les uns les autres, et la gestion est devenue opaque pour les paysans-administrateurs. L'éloge de la réussite individuelle a relégué l'ambition collective au second plan. »

Entre 1965 et 2007, le nombre de coopératives agricoles est passé de 5 700 à 3 200, dans un contexte de regroupement et d'insertion dans le marché : « L'apparition au cours des années 1980 de la filialisation, renforcée par les lois de 1991-



ÉMERIC CHANTIER. - « Can 5 », 2015

1992 sur les coopératives agricoles, a entraîné un basculement de l'activité des coopératives vers des filiales de droit commercial », observent plusieurs chercheurs (3). Les coopérateurs ont perdu la maîtrise de la valorisation de leurs produits. Ainsi, dans la filière lait, la première coopérative française, Sodia Union, collecte le lait mais ne le transforme pas, pas plus que sa filiale Groupe Sodia, qui livre à Sodia International. La transformation est effectuée en aval par des sociétés financières en partie par des capitaux privés, mais dont une partie appartient à la coopérative. Le producteur n'a aucune prise sur les stratégies de ces sociétés.

Même situation chez Laita, né en 2009 du regroupement des activités laitières des coopératives Even, Terrena et Triskalia. Les adhérents vendent leur lait au groupe Triskalia, qui le revend à Laita, cette dernière assurant la collecte et la commercialisation des produits vendus sous marques. « Les paysans sont victimes d'un montage qui rend opaque la production et la répartition de la valeur ajoutée entre la filiale et la coopérative », constate la Confédération paysanne du Finistère, qui a porté plainte en novembre 2016 pour extorsion. Le syndicat agricole observe un lien entre le faible prix - inférieur au coût de production, estimé à 350 euros les mille litres - payé aux éleveurs et la disparition des fermes, voire le nombre de suicides chez les agriculteurs. Ces derniers doivent satisfaire aux exigences de la coopérative en matière de volume et de qualité, sous peine de rupture de leur contrat sans indemnités. Mais ils n'ont pas de recours lorsque les engagements de prix ne sont pas tenus.

La démocratie interne, autre fondement des coopératives, est elle aussi battue en brèche. « Dans les années 1980, il y avait encore du débat dans les assemblées générales, se souvient M. Thomas. Et puis, tout est devenu compliqué, et les paysans ont peu à peu accepté d'être dépossédés. Les questions devaient désormais être posées

trois semaines avant l'AG ; ce qui aurait pu remonter vers le haut s'évaporerait dans les assemblées de section. C'était fini, le débat était mort. Les adhérents ont lâché prise et ne sont plus allés aux assemblées. »

Dans le grand bal des rachats, fusions et concentrations, la plupart des paysans sont restés au bord de la piste. Et avec de plus en plus de chaises vides : on comptait 150 000 exploitations en 1970 ; il n'en reste plus qu'environ 30 000. Poussées par les incitations de la PAC (soutien à l'export) et les règles de l'Organisation mondiale du commerce, les coops ont commencé à jouer leur partition sur le marché international avec les mêmes méthodes que les industriels. Les années 1990 ont vu ainsi l'Union coopérative de l'Argoat (UCA) tenter un projet de plantation de milliers d'hectares de manioc à Madagascar. Une tentative qui a fait long feu, mais qui montre la volonté des dirigeants des groupes coopératifs de jouer dans la cour des grands.

Faut-il s'étonner, dès lors, que Triskalia ait acheté des haricots en Espagne en 2014, laissant sur le carreau nombre d'agriculteurs français qui s'étaient engagés dans cette production en lui achetant semences, engrais et produits phytosanitaires ? « Ils ont oublié leur rôle original, constate l'un d'entre eux. Beaucoup d'agriculteurs ne peuvent pas aller ailleurs, car ils sont endettés auprès du groupe. C'est la base du système. » Plus récemment, le même groupe a importé du maïs traité à la phosphine en provenance du port roumain de Constanța (4). La direction dit avoir été avertie par son fournisseur, la Cobrena Achats, union de coopératives détenue en partie par Triskalia. Ce sont en fait des salariés de Plouisy qui ont donné l'alerte après avoir consulté des bordereaux laissés sur un bureau de l'entreprise. Sise à Loperhet (Finistère), la Cobrena est chargée de l'achat des matières premières (céréales, vitamines...) nécessaires à la fabrication des aliments. Déchargées sur le port de Brest en décembre 2016 par un vraquier

polonais battant pavillon des Bahamas, ces 25 000 tonnes de maïs avaient été désinsectisées par fumigation à l'hydrogène phosphoré, ou phosphine. Ce gaz, mortel par inhalation, peut provoquer des lésions oculaires graves, selon l'INRS. En février 2008, il avait provoqué la mort d'un marin roumain sur le cargo *Sisue*, qui transportait huit mille tonnes de pois (5). Selon la direction de Nutréa-Triskalia, les analyses effectuées sur les soixante tonnes livrées à Plouisy (sur les six mille tonnes prévues) n'ont révélé aucun résidu de ce produit. Lors d'une audition menée par une commission sénatoriale sur les pesticides, en septembre 2011, M. Dominique Bricard, directeur général de Nutréa, affirmait pourtant : « L'un de nos objectifs est de rendre nos sites exemplaires en matière de risque. »

Les groupes coopératifs contrôlent eux-mêmes la qualité des produits. Le laboratoire d'analyse de Triskalia. Capinow, est ainsi censé garantir la sécurité des productions de la coopérative. Mais, en 2014, la Cour des comptes notait : « L'obligation de transmettre des résultats d'analyse non conformes ne pèse aujourd'hui que sur les professionnels, alors même que cette communication est contraire à leurs intérêts. » En juillet 2015, la Coopérative a été condamnée pour faux, escroquerie et tromperie par le tribunal correctionnel de Saint-Brieuc : le groupe coopératif, leader de la filière porcine industrielle, avait truqué ses analyses afin d'écouler près de deux mille tonnes de viande contaminée à la salmonelle. Les vétérinaires spécialisés en élevage industriel sont devenus salariés des coops dans les années 1990, et l'administration se contente de contrôler. L'autocensure, dans un contexte de réduction des effectifs de la direction générale de l'alimentation.

« Rien ne se perd, tout se transforme ». Lorsqu'il y a de la casse dans les élevages, les camions tournent pour faire de la « reprise » des aliments distribués, mais ceux-ci sont mélangés à de nouvelles céréales et repartent vers les exploitations. Avec quelles conséquences pour les consommateurs ? La question sera peut-être examinée grâce à l'initiative des ex-salariés de Triskalia auprès de la commission des pétitions du Parlement européen. Le 25 avril 2017, cette dernière a unanimement demandé à la Commission européenne d'enquêter sur l'utilisation des pesticides dans l'entreprise Triskalia et plus largement dans le secteur agroalimentaire en Bretagne.

(1) Courrier de l'inspection du travail à M^{me} Edith Le Goffic, 26 septembre 2014.

(2) André Pochon, *Les Sillons de la colère. La malbouffe n'est pas une fatalité*, La Découverte, Paris, 2006.

(3) Marlyne Filippi, Olivier Frey et René Mauget, « Les coopératives agricoles face à l'internationalisation et à la mondialisation des marchés », *Revue internationale de l'économie sociale*, n° 310, Paris, 2009.

(4) Communiqué de l'Union régionale Solidaires Bretagne et du Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest, 21 décembre 2016.

(5) Communiqué de presse de l'Association Mor Glaz, Landerneau, 27 janvier 2017.

Du territoire au marché mondial

L'OFFICE central des œuvres mutuelles agricoles du Finistère a été créé à Landerneau en 1911. Parmi ses fondateurs, Hervé Budes de Guebriant, propriétaire de centaines de fermes dans le Léon, entend préserver l'ordre social conservateur des campagnes bretonnes. L'État républicain, voilà l'adversaire ! Dans cette idéologie corporatiste, le propriétaire terrien comme l'ouvrier agricole ont des intérêts communs. Coopératives et syndicats organisent la paysannerie et fournissent des engrais meilleur marché, les mutuelles assurant une protection contre les incendies et les pertes de bétail. La commercialisation des produits est alors balbutiante. Peu à peu, l'Office central se structure et se tourne vers la jeunesse rurale, entrant en concurrence avec l'Église. Nous sommes en 1929, et la Jeunesse agricole chrétienne (JAC) vient de naître. Pour conserver son monopole, fondé sur une hiérarchie échappant à tout contrôle, l'Office s'oppose aux organisations créées pour défendre les fermiers hors de l'influence des gros propriétaires. Sa force de frappe est commerciale, complétée par des services tels que les assurances. Il s'appuie également sur l'audience des Chemises vertes d'Henri Dorgères, qui prônent l'action directe. Leur credo compte : dépecer l'État, baisser les impôts et organiser la profession. Dans l'entre-deux-guerres, le mouvement coopératif impulsé par les socialistes en Finistère conteste la suprématie de l'Office central, qui mène alors campagne contre les « rouges ». En 1937, le Congrès national des syndicats agricoles adopte le corporatisme. La débâcle de 1940 lui ouvre un boulevard, et Budes de Guebriant peut se réjouir : « Vichy donne enfin l'occasion à notre parti de triompher (1) ».

À la Libération, l'édifice corporatiste est démantelé sur fond de séparation entre syndicats et coopératives. Les fermes

bretonnes commercialisent désormais l'essentiel de leur production, et l'exode rural s'accélère. Devant le différentiel croissant entre prix agricoles et prix industriels, Budes de Guebriant avance en 1954 l'idée que « le salut de l'agriculture réside dans les exportations ».

Afin que les paysans, même les plus petits, garantissent leurs revenus et puissent résister au rouleau compresseur de l'Office, les petits mouvements coopératifs, où s'exerce un contrôle démocratique, se regroupent. L'Office central s'emploie à les écraser sous sa puissance économique tandis qu'émerge une nouvelle génération de syndicalistes issus de la JAC. L'intégration des exploitations agricoles à l'économie de marché est sur les rails, et les agriculteurs se regroupent dans des organisations coopératives calquées sur le mode industriel. Budes de Guebriant déclare à Brest en 1971 : « Cette industrialisation, loin de la réduire, nous, agriculteurs bretons, nous la proclamons nécessaire. » Ainsi, les activités de l'Office s'autonomisent : le secteur assurances avec Groupama, bancaire avec le Crédit mutuel de Bretagne et enfin économique avec Coopagri, en direction des agriculteurs « modernisés ». Ceux qui ne produisent pas assez restent sur le bord de la route. En 1964, un des jeunes directeurs de l'Office déclarait : « La coopérative ne devrait aider que ceux qui souhaitent aller de l'avant ; elle ne devrait travailler qu'avec les plus forts. Le rôle de la coopérative est économique et non social. »

P. H.

(1) Toutes les citations sont extraites du livre de Suzanne Berger *Les Paysans contre la politique*, Seuil, Paris, 1975.